

Lucas Erin

Le Serein

6 décembre 2024 – 12 janvier 2025

Vernissage 5 décembre 2024, 18-21h

di volta in volta

18 Rue Volta, 75003 Paris

code 56a03, bell 2, atelier sur cour

info@divoltainvolta.com

vendredi - samedi, 13h - 18h

& sur rendez-vous

Notes pour une véranda

Une carte postale coloniale

Dans un article du média en ligne Arrêt sur image, la journaliste Pauline Bock analyse le traitement par France 2 du mouvement contre la vie chère en Martinique¹. Elle montre comment la chaîne de télévision a rapidement écarté les revendications des manifestations pour faire place aux « violences urbaines » à travers le point de vue des forces de l'ordre, tout en minimisant le contexte économique, politique et social, dans le cadre « féérique » des paysages de l'île.

L'article cite le commentaire d'un lecteur guadeloupéen effaré par cette « carte postale digne de pire époque coloniale ». Il évoque aussi un reportage Envoyé spécial apparemment plus factuel², abordant notamment l'écart de 40 % entre les prix alimentaires métropolitain et martiniquais à travers les points de vue de consommateurs et de manifestants, allant jusqu'à interroger la main mise des grandes familles Békés sur le système de distribution. Cependant, le reportage ne questionne pas autant l'héritage de l'histoire coloniale de la France en Martinique que l'article le suggère, et dont il déplore l'absence de traitement dans les JT de France 2.

Le reportage se contente de relayer les propos d'un manifestant dénonçant la perpétuation de l'ordre colonial par cette main mise, avant d'affirmer en une phrase que les familles Békés sont les descendants des colons puis de dresser la liste des principaux groupes qui détiennent le système de distribution. Il ne précise pas, par exemple, que le Groupe Bernard Hayot, le plus grand d'entre eux, a été fondé en 1960 par des descendants de colons arrivés sur l'île en 1680, qui ont fait fortune dans l'exploitation du sucre par l'esclavage, et qui ont reçu une indemnisation versée par l'État en 1849 après son abolition³.

1 Bock, Pauline, *Mobilisations en Martinique, pluie de clichés aux JT de France 2*, Arrêt sur images, publié le 01/11/2024, [en ligne], <https://www.arretsurimages.net/articles/mobilisations-en-martinique-pluie-de-cliches-aux-jt-de-france-2>

2 Orosemane, Laura, Desbois, Laurent, Horocks, Harold, *Vie chère : colère sous les tropiques*, Envoyé Spécial, France TV, publié le 26/09/2024, [en ligne], <https://www.france.tv/france-2/envoye-special/6548531-vie-chere-colere-sous-les-tropiques.html#section-about>

3 Domiclo, Camille, « Vie chère » en Martinique : derrière la misère coloniale, les profits du groupe Bernard Hayot, Révolution Permanente, publié le 10/09/24, [en ligne], <https://www.revolutionpermanente.fr/Vie-chere-en-Martinique-derriere-la-misere-coloniale-les-profits-du-groupe-Bernard-Hayot>

Si France 2 abordait ce lien de manière plus explicite, cela reviendrait-il à interroger son propre traitement médiatique par rapport à l'histoire coloniale ? A en croire le twitcheur et podcasteur Samora de l'émission Le Mwakast, invité sur le plateau de Paroles d'Honneurs lors d'une émission dédiée au contexte politique, économique et social des mobilisations en Martinique⁴, les clichés qui prédominent dans les représentations des « violences urbaines » et de la « carte postale » sont eux-mêmes issus de cette histoire. Les revendications des manifestants aujourd'hui comme hier ne sont pas prises au sérieux par les médias dominants car les antillais seraient « non des citoyens à part entière, mais des citoyens entièrement à part », selon des mots célèbres d'Aimé Césaire.

L'analyse du traitement médiatique du mouvement contre la vie chère en Martinique par France 2 révèle ainsi l'impensé colonial de la chaîne de service public. La répression du mouvement par l'État, l'interpellation violente de militants du RPPRAC⁵, la condamnation de son porte parole Rodrigue Petitot dit le « R » à dix mois d'emprisonnement, l'envoi d'une unité spéciale de CRS sur l'île pour la première fois depuis les émeutes sanglantes de 1959, la même qui fut envoyée à Mayotte dans le cadre des opérations Wambushu en 2023 et 2024, ou récemment en Kanaky, l'instauration d'un couvre feu, témoignent cependant d'une volonté plus large d'étouffer la colère. Peut-on lire ce traitement médiatique dans la continuité de cette stratégie de contre-insurrection ?

Un modèle de contre-insurrection

Pour avancer une telle hypothèse, nous devons nous intéresser à la théorie de la contre-insurrection elle-même. Le but de la stratégie contre-insurrectionnelle, analysent les historiens Jérémy Rubenstein et Patrick Weil dans un article récent du média en ligne Le Grand Continent⁶, est de « mobiliser et de transformer la société afin que les éléments subversifs et révolutionnaires ne puissent se développer et soient isolés ». La contre-insurrection emploie des méthodes d'« ingénierie sociale étendue et souvent brutale », avec la caractéristique particulière de « voir la population aussi bien comme objectif de la guerre et arme principale ».

A la différence d'une guerre conventionnelle, qui « oppose des forces armées les unes aux autres et dont le but est la conquête de territoire », la contre-insurrection répondrait ainsi au type de guerre menée par les insurgés, visant notamment à remporter le soutien de la population.

De la manipulation de militants, la formation d'organisations « loyalistes », le développement de programmes économiques, sociaux, pédagogiques, au déplacement de la population, et d'autres moyens plus violents, ses techniques seraient très variées et reposeraient « lourdement sur la guerre psychologique, en particulier la propagande et les manipulations en tous genres ». Les colonies des empires occidentaux (France, Angleterre) furent un terrain privilégié pour leurs expérimentations. À partir de la guerre d'Algérie, elles auraient proliféré partout dans le monde pour mener la guerre contre le communisme.

L'un des principaux penseurs de ce type de guerre non conventionnelle est le militaire français David Galula (1919-1967). Ce dernier élaborait ses théories dans les années 50's et le contexte de la guerre d'Algérie, avant de les développer en tant que chercheur à Harvard aux États-Unis, où elles

4 LA PERM : GUERRE AU LIBAN + Gouvernement + LUTTE EN MARTINIQUE + Ni Chaîne Ni Maître, Paroles d'Honneur, diffusé le 23/09/2024, [en ligne], <https://www.youtube.com/watch?v=2-2HGOIX4i4>

5 Le Rassemblement pour la Protection des Peuples et des Ressources Afro-Caribéennes (RPPRAC) est un collectif citoyen à la tête des manifestations contre la vie chère en Martinique depuis le mois de septembre 2024.

6 Rubenstein, Jérémy, Weil, Patrick, *Le chaînon manquant : la géopolitique de la guerre froide selon David Galula*, Le Grand Continent, publié le 18/10/2024, [en ligne], <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/10/18/le-chainon-manquant-la-geopolitique-de-galula-pour-la-guerre-froide/>

furent adoptées dans les années 2000 à l'occasion de la guerre en Irak sous l'impulsion du général David Petraeus, chef des armées américaines en Irak et Afghanistan puis directeur de la CIA.

Dans la théorie de David Galula⁷, la population est répartie en trois groupes: une majorité passive, une minorité hostile, et une minorité favorable. Le but d'opérations de contre insurrection peut consister à distinguer ces trois groupes entre eux ou à les rapprocher tactiquement, par exemple, en influençant l'opinion de la majorité passive contre la minorité hostile à l'aide de moyens de communication et de propagande. Elles s'assurent ainsi le soutien de la minorité favorable, tout en faisant peser son poids dans la majorité passive afin d'isoler la minorité hostile et de la rendre impopulaire, voire illégitime.

Pour revenir aux JT de France 2, il est possible de rapprocher ces catégories des points de vues interrogés et mentionnés dans l'article de Pauline Bock dans Arrêt sur image: des vacanciers perturbés par des vols annulés ou déroutés (majorité passive), aux propriétaires de commerces pillés ou détruits (minorité favorable), aux manifestants violents et émeutiers (minorité hostile).

Selon cette grille d'analyse, le traitement médiatique du mouvement contre la vie chère en Martinique par France 2 s'inscrit parfaitement dans une stratégie de contre insurrection. Il s'agit d'influencer l'opinion d'une majeure partie de la population contre le mouvement, en tâchant d'isoler ses principaux relais et de contenir la propagation de ses revendications, aussi bien sur l'île que dans l'Hexagone, à l'aide de médias de masse, à une heure de grande écoute.

A ce titre, il est possible de voir les négociations lancées par l'État et les grands distributeurs comme un outil de canalisation supplémentaire, tandis que le rejet de l'accord pour faire baisser les prix par le RPPRAC et l'appel à poursuivre les mobilisations comme un moyen de s'opposer à la division imposée. Par conséquent, il est aussi possible de voir l'annonce de suspension des activités portuaires en soutien à Rodrigue Petitot le jeudi 5 décembre par l'intersyndicale des dockers de Fort-de-France comme un signal d'échec de cette stratégie de contre insurrection⁸.

Jean Bourgois

7 Galula, David, *Contre-insurrection, Théorie et pratique*, Economica, 2008; les principaux aspects de cette théorie ont été présentés et discutés lors d'une intervention de l'artiste Fabian Ginsberg, membre du collectif Strategien der Aufstandsbekämpfung (SDA), dans le cadre du Program 23 invité par *di volta in volta* le 30/05/2024, voir <https://divoltainvolta.com/program-23-sda-strategien-der-aufstandsbekampfung-counterinsurgency-strategies/>

8 Tresident-Ranguin, Inès, *Les dockers du port de Fort-de-France suspendent "toute réception et livraison de conteneurs ce jeudi" en guise de soutien à Rodrigue Petitot*, France Infos, Martinique, publié le 04/12/2024, [en ligne], <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/les-dockers-du-port-de-fort-de-france-suspendent-toute-reception-et-livraison-de-conteneurs-ce-jeudi-en-guise-de-soutien-a-rodrigue-petitot-1542574.html>